Guillaume Hanoteau: «Malraux frappe les trois coups», *Paris Match*, 18 avril 1959, n° 523, p. 54-57.

Un salon au Palais-Royal, où mourut Jérôme Bonaparte. Des chaises dorées pour bal de sous-préfecture. Le décor est conventionnel comme le sont d'ordinaire ces mornes parlotes que l'on appelle les conférences de presse.

André Malraux annonce ses projets concernant la réforme des théâtres d'Etat.

Mais, dès la première phrase, le ton change. Avec une verve de polémiste l'auteur de *La Condition humaine* ne se contente pas de prédire l'avenir, il s'en prend au passé. Il attaque, reproche, égratigne, fait même de la dissertation littéraire en opposant Racine à Labiche.

— Un diplomate qui a su s'imposer au-delà du rideau de fer doit réussir derrière le rideau rouge.

Par cette boutade, Malraux vient d'entériner la nomination de M. Bréart de Boisanger, ambassadeur de France, au poste d'administrateur de la Comédie-Française, d'une Comédie-Française amputée de sa seconde salle, de sa salle Luxembourg, que l'on va confier à Jean-Louis Barrault.

La phrase a fait rire les journalistes, mais, dans sa lointaine Prague, elle a dû plonger M. de Boisanger dans une sombre anxiété. Que va-t-il donc trouver derrière le rideau somptueux et solennel de la salle Richelieu ?

Un clan? Une conjuration? Pire. Un homme. Un homme dont le nom ne fut jamais prononcé par M. Malraux mais auquel tous ses reproches étaient adressés. Un homme qui, s'il faut en croire ses ennemis, a imposé sa dictature à Molière lui-même, a écarté Racine au profit de Labiche, a enterré Corneille sous les rires de Feydeau, a sacrifié la noble tragédie pour mettre à sa place les gaudrioles de la farce : Jean Meyer.

D'abord les dents. On les voit lorsqu'il rit et il rit souvent, même lorsqu'il n'est pas joyeux. Les yeux se plissent, les joues s'effacent afin de laisser plus de place à la denture.

Il faut en convenir, ce rire n'est pas rassurant. Il a fait trembler plus d'une débutante et n'a pas peu contribué à sa réputation de «terreur».

Son entrée chez Molière devait être marquée par un scandale, son premier scandale, mais un scandale dont il ne portait pas la responsabilité.

Cette année-là, l'administrateur Edouard Bourdet, mécontent de ce que ses trois metteurs en scène : Copeau, Dullin et Baty n'aient pas été nommés pour juger les concours du Conservatoire, décida de ne pas assister aux épreuves et d'ignorer le palmarès officiel. Il entendit les candidats dans son propre bureau et engagea – son choix n'était pas mauvais – Renée Faure, Mony Dalmès, Nadine Marziano et Jean Meyer, élève préféré de Jouvet.

Hélas! Meyer, à qui l'on reproche aujourd'hui de ne pas aimer la tragédie, devait être un jour l'arme aveugle du destin contre son propre bienfaiteur.

Nous sommes en 1940, aux premiers jours de la guerre, très exactement le 14 février. Jean Meyer, qui jamais ne se fait remplacer, est soudainement souffrant. Dans *Chacun sa vérité*, de Pirandello, Balpétré doit reprendre son rôle au pied levé. Averti par téléphone, Edouard Bourdet se rend en toute hâte à la représentation à travers un Paris enténébré par la défense passive. Il a renoncé à son auto et se déplace à bicyclette. Place de la Concorde, l'auto d'un producteur de cinéma le happe et le traîne sur plusieurs centaines de mètres.

Ses blessures, dont il mourra six ans plus tard, vont l'éloigner de la Comédie-Française et infléchir la destinée de l'illustre maison.

C'est de longues années après ce déplorable accident que Meyer, devenu sociétaire, devait affirmer son pouvoir. Le levier de la réussite ? Cette seconde salle, cet ancien Odéon que l'on sépare aujourd'hui de sa jumelle de la rue Richelieu.

Robert de Flers, auteur du *Roi* et de *L'Habit Vert*, en avait eu l'idée. Dans un article du *Figaro*, il avait souhaité la réunion de la Comédie-Française et de l'Odéon, objet de tant de brocards.

L'affaire n'avait pas eu de suite et ce fut seulement en 1946, dans la grande fièvre de la Libération, qu'à la suite d'un rapport rédigé par Gaston Baty l'Odéon disparut de la carte parisienne – sa station de métro elle-même fut débaptisée – et devint la salle Luxembourg du Théâtre-Français.

Débuts difficiles. On avait de la peine à vaincre les préjugés et à faire venir le public dans le théâtre longtemps moqué de la Rive gauche, qui avait ruiné le grand Antoine. D'autant plus de peine que la troupe du Français venait de subir une grave amputation : Madeleine Renaud, Pierre Dux, Pierre Bertin, Jean-Louis Barrault s'en sont allés.

A la salle Luxembourg, la malédiction se poursuit. Tout échoue. En 1950, elle semble condamnée. Le Comité s'est prononcé contre elle. L'administrateur P.-A. Touchard a écrit au ministre.

Une interview malheureuse de Jean-Louis Barrault va tout remettre en question. Sur le marchepied d'un train il déclare être prêt à prendre en charge la salle Luxembourg.

Le Comité aussitôt se ravise. Plutôt que d'abandonner son bien entre les mains d'un transfuge, on décide à l'unanimité de poursuivre coûte que coûte l'exploitation du second théâtre.

Et l'on monte *Le Dindon*, une pièce très oubliée de Feydeau. Le soir de la générale, on est inquiet. Le vaudeville avec un lit sur scène au deuxième acte ne va-t-il pas choquer ? Seul Meyer, qui a mis la pièce en scène, est d'un inaltérable optimisme. A grands coups de bourrades il réconforte les indécis.

Il a raison. La drôlerie de Charon et de Hirsch, la perfection de son propre travail arrache la victoire. Les grincheux, les prudes, les pisse-froid, les amateurs de Corneille, le frère, ne peuvent contenir leur rire. Demain ils le regretteront mais il sera trop tard.

Désormais l'avenir de la salle Luxembourg est assuré. Le public reprend le chemin de la Comédie-Française non seulement pour voir Feydeau, mais encore pour applaudir Molière, Marivaux, Beaumarchais à la salle Luxembourg.

Mais ce succès à son revers. La troupe des deux théâtres se scinde en deux. D'un côté les jeunes, les Meyer, les Charon, Les Manuel, les Hirsch, les Bertheau, de l'autre les anciens avec à leur tête le doyen Denis d'Inès et Mme Béatrice Bretty.

Pour la première fois, on parle de la «dictature Meyer». Le sauveur de la salle Luxembourg est, dit-on, tout-puissant auprès de l'administrateur Touchard. On l'accuse de lui imposer ses goûts, ses préférences et même ses partis pris. Et il en a. Il est le premier à le reconnaître.

On a souvent dépeint les coulisses du Théâtre-Français sous les couleurs d'une cour florentine remplie de traquenards et de complots chuchotés. L'accent gouailleur, le parler dru, les «gros mots» de Jean Meyer iraient mal dans un tel cadre. Il est peut-être autoritaire, mais point hypocrite. Comment pourrait-il l'être alors que ce qu'il préfère est la bataille ?

A une séance du Comité, par miracle tout le monde est-il d'accord?

Meyer s'emporte. Il frappe sur la table. Il trouve un sujet de dissension et s'écrie :

— Je vous avertis, ça va saigner.

Sa «dictature», si elle a existé, étant néanmoins soumise aux règles de la démocratie, puisqu'il la perdit à la suite d'un suffrage. S'étant en effet brouillé avec Julien Bertheau, celui-ci passa dans le camp des anciens. Meyer fut mis en minorité, ses troupes, «les jeunes turcs», écartées à leur tour des distributions.

Ses ennemis scandent une danse de victoire. Cette fois, c'en est bien fait de lui. Il n'a même plus M. Touchard pour le soutenir. Celui-ci, arrivé au bout de son mandat, vient d'être remplacé par M. Descaves, qui, murmure-t-on, doit sa nomination à Béatrice Bretty.

Un an plus tard, ce diable de Meyer était de nouveau en place. Et l'on recommençait à pester contre sa dictature.

Ses adversaires ont pu exagérer ses défauts. On a fait grief à sa femme de l'appeler dans l'intimité «mon Jésus», surnom évidemment qui convient assez mal à ses 1 m. 83 dégingandés. On l'a encore accusé d'élever ses enfants dans la haine des

sociétaires à part entière de plus de 50 ans. Mais ses plus farouches ennemis n'ont jamais songé à nier ses qualités.

Un don d'ubiquité le fait voler de la salle où il répète à la scène où il joue, du studio de la télévision au micro de la radio. Et il trouve encore le temps de lire le répertoire.

Résultat de ce labeur : il a fait de la troupe du Français une des premières troupes comiques du monde.

Pierre Brisson a écrit un jour qu'il fallait murer les souterrains qui allaient du Théâtre-Français au Palais-Bourbon.

Pendant les semaines qui viennent de s'écouler, les comédiens-français ont eu non seulement l'impression que ces passages secrets étaient comblés, mais encore qu'à travers les jardins du Palais-Royal des chevaux de frise et des fils de fer barbelés séparaient la Comédie de la rue de Valois, où loge Malraux.

Par les journaux, ils apprenaient que le ministre s'était rendu chez les Barrault afin d'assister à la dernière représentation du *Soulier de Saint*, qu'il travaillait à une importante réforme, qu'il cherchait un administrateur.

Ils attendaient une convocation. Rien ne vint. Le mandat de M. Descaves arriva à expiration. Un soir, à minuit, il s'en alla, une petite valise à la main, sans qu'aucun émissaire soit venu le saluer.

Les membres du Comité s'interrogeaient. Pourquoi cet ostracisme? Depuis cinquante ans, jamais les recettes n'avaient été aussi élevées. Certes, on les devait à des succès comiques, parfois même à des vaudevilles, mais en avait-on pour cela négligé les grands auteurs contemporains? On avait monté du Montherlant, du Gide, du Pirandello. On s'apprêtait à mettre en scène de l'Anouilh. En 1910, on donnait en une année cent dix représentations classiques. Du 1^{er} septembre 1958 au 28 février 1959, on avait joué cent dix-sept fois du Molière. Certes, les tragiques avaient été moins favorisés. Douze représentations d'*Horace*, neuf représentations du *Cid*, trois représentations d'*Andromaque*, deux de *Nicomède* et de *Mithridate*, une de *Bajazet*. Mais était-ce de la

faute de la Comédie-Française si les jeunes acteurs étaient plus tentés par le cinéma que par Racine et si au Conservatoire les classes de tragédie étaient négligées ?

La dictature de Meyer ? Etait-elle aussi rigoureuse qu'on voulait bien le prétendre hors de la Maison ? Il y a un an, n'avait-on pas demandé une mise en scène à Barrault, à Rouleau, à l'Anglais Peter Brook ? Barrault avait refusé. Rouleau demandait un cachet de sept millions. Seul Peter Brook avait accepté, mais en priant qu'on voulût bien attendre dix-huit mois, le temps de liquider ses engagements antérieurs.

Et puis, la troupe de la Comédie n'était-elle pas la plus jeune qu'ait jamais possédée cette maison? Sa doyenne, Gisèle Casadesus, pourrait jouer les jeunes premières sur les boulevards.

La conférence de presse de la rue de Valois va répondre à toutes ces questions. Eh bien oui ! on reprochait à la maison de Molière d'avoir fait rire. On ravalait Labiche au rang de Létraz. Pour la première fois dans l'histoire de l'administration on proclamait que les recettes n'avaient point d'importance. C'était oublier que si un romancier peut être génial sans un lecteur, un comédien est toujours mauvais quand il joue devant des salles vides.

Rue de Valois, dans un extraordinaire désordre de gestes, André Malraux poursuit sa conférence. Sur son nez, ses lunettes sont désarçonnées. Emporté par le flot de ses idées, il ne s'en aperçoit pas.

Comme dans les discours de prix, les cancres sont tout d'abord blâmés, puis on passe aux lauriers. Section théâtre, après M. de Boisanger et Jean-Louis Barrault, Jean Vilar et Michel Saint-Denis, élève de Copeau, en reçoivent une brassée. Classe du chant et de la danse, c'est Julien, Lamy et Roland Petit qui sont les heureux lauréats.

Dans quelques mois que restera-t-il de ces grands bouleversements ? La Comédie-Française sera-t-elle devenue une maison sage, sans intrigues et soumise à son administrateur ? Ce serait dommage, car alors elle ne serait plus la Comédie-Française. Derrière son grand rideau cramoisi, il faut des intrigues, des complots, des crises de nerfs. Car il n'y a point de théâtre sans elles.

Racine, découvert par Molière et qui le trahit en passant dans l'autre clan, dans le clan de l'hôtel de Bourgogne, ne nous aurait pas démenti.

Les projets d'André Malraux, du moins, auront servi le théâtre puisque, pour quelques soirs, après Brigitte Bardot et Alain Delon, ils auront fait, auprès des postes de télévision, de Racine et de Labiche les vedettes des conversations.